



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

28 | 2004

Religion, politique et culture au XIXe siècle

Stéphane Gerson, *The Pride of Place, Local Memories and Political Culture in Nineteenth-Century France*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, 324 pages, ISBN 0-8014-8873-7.

Anne-Marie Thiesse



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/637>

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 189-194

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Anne-Marie Thiesse, « Stéphane Gerson, *The Pride of Place, Local Memories and Political Culture in Nineteenth-Century France*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, 324 pages, ISBN 0-8014-8873-7. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 28 | 2004, mis en ligne le 19 juin 2005, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/637>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

*Stéphane Gerson, The Pride of Place,
Local Memories and Political
Culture in Nineteenth-Century
France, Ithaca et Londres, Cornell
University Press, 2003, 324 pages, ISBN
0-8014-8873-7.*

Anne-Marie Thiesse

- 1 Cortèges et spectacles historiques par dizaines, monographies par centaines : un dense tissu de « petits » lieux de mémoire et de commémoration couvre aujourd'hui le territoire de la France provinciale. Le processus, d'ailleurs, suscite de multiples études sociologiques et ethnologiques¹. Mais ce « retour vers le local », en est-il vraiment un ? La mise en valeur, érudite ou spectaculaire, de l'histoire locale est-elle le fruit d'une période marquée par les nouveaux défis de la mondialisation, comme les commentaires journalistiques l'énoncent régulièrement ? La perception encore largement dominante des évolutions de la France contemporaine incite, de fait, à tenir pour retour du refoulé l'investissement dans le local. Dans cette perspective (inconsciemment ?) jacobine, la dynamique unitaire et centralisatrice aurait été à ce point déterminante pour la construction de la France post-révolutionnaire que la modernité n'aurait eu d'autre lieu d'expression que le national. Et du coup pas d'autre place pour le local que celle de l'archaïsme insignifiant ou potentiellement menaçant. Mais des études récentes incitent à réviser l'approche dichotomique des rapports entre national et local, unité et diversité, et à saisir bien plutôt la complexité de leurs interférences. Divers ouvrages ont ainsi réévalué l'importance de la référence régionaliste dans l'enseignement, la culture et l'idéologie de la Troisième République. La genèse des rapports symboliques entre local et national au XIX^e siècle commence également à être explorée. L'ouvrage de Stéphane

Gerson est une contribution précieuse à ce nouveau chantier, non seulement par son riche apport documentaire mais aussi par le dispositif d'analyse adopté.

- 2 L'objet de l'étude — le culte des souvenirs locaux durant les années 1820-1880 — peut paraître modeste au regard de la célébration nationale du passé produite à la même période. Mais « l'orgueil du lieu », pour reprendre une expression de Désiré Nisard qui donne son titre au livre, n'est en rien marginal dans la France du XIX^e siècle. À partir de la monarchie de Juillet, les défilés célébrant l'histoire locale se multiplient dans les grandes villes de province, mobilisant des centaines de participants et attirant des foules nombreuses de spectateurs. Tout au long du siècle se créent des sociétés savantes qui se donnent pour vocation l'histoire et l'archéologie locales. Passéisme d'anciennes élites aristocratiques ou ecclésiastiques qui compenseraient par l'investissement dans le local leur éviction progressive de la nouvelle scène nationale ? L'appartenance sociale et les pratiques des acteurs de la célébration du « pays » interdisent cette explication hâtive. Pratiquant avec virtuosité les changements d'échelle qui font alterner focalisation sur une scène locale minutieusement analysée, panorama national et investigations au cœur, parisien, de l'État, Gerson mène l'enquête sur la fonction et le fonctionnement du local dans le processus de modernisation et montre la complexité des enjeux.
- 3 La mise en valeur du passé local est en effet au carrefour de multiples entreprises. L'établissement de l'histoire nationale, tout d'abord, qui entraîne un développement conséquent des recherches érudites sur l'histoire locale. Si l'Empire et la Restauration encouragent la création de sociétés savantes à cette fin, la Monarchie de Juillet met en place des institutions qui doivent permettre la réalisation d'un programme systématique en matière de recensement du passé national : notamment la Commission des Monuments Historiques (1838) et le Comité des Travaux Historiques (1834). Parallèlement s'organise un mouvement fédéral des sociétés savantes provinciales sous l'impulsion d'Arcisse de Caumont (fondation en 1839 de son Institut des Provinces). Dynamique étatique centralisatrice d'un côté, où les recherches d'histoire locale ont pour fonction de fournir à l'histoire nationale l'exhaustivité de ses sources documentaires, dynamique privée et décentralisée de l'autre qui vise à créer des centres érudits dans les provinces. « Sur le terrain », les pratiques d'histoire locale composent avec cette double logique, comme en témoigne le cas d'André Le Glay, longuement analysé par Gerson. Fils de cultivateur, médecin de profession et notable de Cambrai, Le Glay déploie une intense activité d'historien local des années 1820 jusqu'à son décès en 1863. Nommé directeur des archives départementales de Lille par Guizot en 1835, il organise la même année à Douai la session annuelle des Congrès historiques initiés par Arcisse de Caumont. Correspondant pour le Nord du Comité des Travaux Historiques, Le Glay fait « remonter » à Paris des rapports sur les dépôts d'archives et les monographies locales, répond aux questionnaires qui lui sont adressés de Paris et participe aux grandes entreprises nationales, de l'inventaire des Monuments Historiques à la carte topographique de l'Ancienne Gaule. Auteur d'une douzaine d'ouvrages d'histoire et d'archéologie locales, membre de nombreuses sociétés savantes locales, il est aussi le scénariste des grands défilés historiques locaux. Comme le souligne Gerson, le Nord de la France, prospère, urbanisé et déjà engagé dans l'industrialisation, n'est pas moins concerné que les autres régions par la célébration du passé local : il est même en pointe dans ce processus qui s'étend sur tout le territoire national.
- 4 Dès 1833, Cambrai est le théâtre d'un grand défilé historique qui retrace l'histoire de la ville, depuis ses origines gauloises jusqu'à son intégration dans la royaume de France en

1677. Les défilés de ce type, régulièrement organisés dans les décennies suivantes, se substituent aux fêtes anciennes (processions, carnavaux, fêtes patronales) dont ils reprennent le rituel en l'inscrivant dans la mise en scène spectaculaire du passé local. Réservée au seul public des érudits dans les publications savantes, la présentation du passé local devient représentation populaire, d'abord lors des défilés qui attirent des dizaines de milliers de spectateurs puis dans les lithographies qui les reproduisent. La bourgeoisie locale est largement impliquée dans ces opérations, ainsi que le clergé : les cortèges historiques sont souvent associés à des œuvres de bienfaisance. Finalité caritative, mais aussi idéologique et sociale : la communion de la population autour de la célébration historique réalise un idéal communautaire explicitement empreint de dignité et d'urbanité (à l'inverse du carnaval) et participe de la construction de ce nouveau « self collectif » qui est l'un des grands enjeux du XIX^e siècle. Le peuple, sous une forme éminemment pacifiée, entre dans l'espace civique. Sa participation au défilé, comme acteur ou spectateur, est perçue comme éducation morale. Nombreuses sont les villes de province où s'organisent des fêtes historiques de ce type, cependant que commencent à être constitués des panthéons locaux, versions de proximité du grand panthéon des hommes illustres de la nation.

- 5 Dès la Monarchie de Juillet, donc, s'amorce cette fonction pédagogique de la célébration du local, conçue comme apprentissage de la dignité, de l'harmonie sociale, de la collectivité primordiale authentique, que la Troisième République cultivera intensément à travers l'exaltation de la « petite patrie ». Dès la Monarchie de Juillet, aussi, l'éducation civique par le local co-existe avec l'initiation populaire aux valeurs universelles. En 1838, les notables libéraux de Cambrai remplacent le défilé historique par une « Fête de l'Intelligence » qui présente en cortège, derrière la bannière « Utilité ! Progrès ! » « les grandes découvertes et institutions qui ont été utiles à l'Humanité ». Le modèle est empruntée à la « Fête des Incas » organisée annuellement à Valenciennes depuis 1825, à l'initiative de la Société des Incas, formée de jeunes libéraux. Selon un *topos* idéologique constitué depuis le XVII^e siècle, les Incas étaient supposés avoir formé avant la colonisation une société communautaire utopique, paternaliste et ignorant la propriété. Sous la triple invocation « Union, Plaisir, Humanité », les défilés de la Fête des Incas veulent symboliser la « réconciliation de la grande famille humaine » à travers une alternance de dignitaires péruviens, combattants polonais, chefs de tribus africains et clans écossais.... Le modèle universaliste de la Fête des Incas est explicitement imitée par d'autres villes françaises comme célébration de la concorde de tous les peuples du monde. Fête localiste et fête universaliste, au demeurant, tendent à s'interpénétrer, marquant l'articulation en cours de définition des rapports entre local, national et universel dans les nouvelles valeurs civiques. Les cortèges célébrant la nation et la cité sont intégrés dans la Fête des Incas à partir de 1851. Si la pédagogie civique par le local s'impose donc précocement comme strate fondamentale, notamment pour l'éducation du peuple, c'est que le sentiment de piété filiale pour la petite patrie est susceptible d'être imprégné de valeurs plus larges.
- 6 Reste que le local, dans un État national centralisé, a clairement un statut subordonné. Le particularisme culturel est moins combattu, dans cet État national de plus en plus assuré de sa force unitaire, que relégué au rang d'objet patrimonial : le Comité des Travaux Historiques, sous le Second Empire, encourage épisodiquement les recherches sur les patois. D'autre part, le développement d'institutions dévolues à la formation de spécialistes scientifiques dévalue progressivement l'œuvre des amateurs. Le localisme

tend à devenir synonyme de médiocrité. Pour autant, l'État central se refuse à prendre en charge, et même à contrôler strictement, l'activité intellectuelle locale. Un projet de Fédération nationale des sociétés savantes locales qui serait placée sous l'égide du Ministère de l'Instruction Publique, formulé en 1863, est ainsi rejeté, après débats, comme trop centralisateur (le gouvernement de Vichy, en dépit de son régionalisme de propagande, sera sans doute le premier à vouloir contrôler les sociétés savantes locales dans des structures centralisées). Gerson se saisit subtilement de ce débat pour corriger la vision par trop réductrice du centralisme étatique français et montrer qu'entrent en jeu, dans les discussions et les pratiques, les impératifs d'une gouvernance libérale. La question principale est en fait l'instauration d'une société civile qui soit en bonne intelligence avec l'État sans perdre son pouvoir d'initiative. Ce qui suppose la réalisation d'un compromis entre la volonté d'élargir le rôle de l'État et le maintien de la liberté des individus. Mais le rejet du centralisme, même limité au domaine de l'activité intellectuelle, ne conduit nullement à une décentralisation qui serait transfert d'autorité ou de compétence. Reprenant les conclusions de Sudhir Hazareesingh² sur les incohérences du libéralisme français, Gerson souligne, à propos de la conception des rapports entre sociétés savantes et institutions étatiques, la « position schizophrénique » qui fait des élites locales à la fois d'indispensables acteurs civiques et des subordonnés du pouvoir central. Le Comité des Travaux Historiques occupe donc la position d'une organisation centrale dont émanent normes et directives et vers laquelle doivent converger les documents et résultats d'études produits par les sociétés savantes locales librement organisées. La position adoptée par les sociétés savantes provinciales face à l'État central, quant à elle, ne relève ni de la coopération franche, ni de la résistance tranchée, mais plutôt d'une oscillation perpétuelle entre ces deux pôles au gré des circonstances. Du pouvoir qui entend coordonner leur action, elles attendent une aide, et notamment en matière financière, mettant en avant leur « pauvreté » d'associations bénévoles : quasi inexistantes sous la Monarchie de Juillet, les subventions étatiques restent ensuite parcimonieuses et parcellaires. Les récriminations des élites provinciales concernant le statut subordonné qui leur est imparti ne sont pas rares, à propos notamment de leurs droits sur le patrimoine local. La Société des Antiquaires de Picardie, en 1841, proteste ainsi vigoureusement contre le comportement d'étudiants de l'École des Chartes, repartis pour Paris en embarquant plusieurs volumes de documents locaux : il est vrai que les apprentis historiens professionnels ont poussé le mépris des érudits locaux fort loin, retournant les manuscrits après étude avec la mention « *requiescat in pace* » ! Plus généralement, les élites locales tentent régulièrement de faire reconnaître leur prééminence sur le patrimoine local, mais en général sans maintenir avec une grande fermeté cette revendication. Les sociétés savantes, par ailleurs, sont accueillantes aux fonctionnaires « mobiles », qui, régulièrement déplacés d'un poste à l'autre, assurent de cette manière leur ancrage, temporaire, dans les réseaux provinciaux de notabilité : le culte de la mémoire locale est pour eux une quasi-obligation professionnelle.

- 7 Rappelant que l'investissement savant dans le local, et notamment son histoire, concerne de manière générale la bourgeoisie des pays de l'Ouest européen tout au long du XIX^e siècle et que les études sur le sujet se multiplient actuellement, Gerson souligne les similarités de ces entreprises. Se regroupant dans des associations libres, les élites sociales provinciales (et tout particulièrement les membres des professions libérales et les fonctionnaires) dessinent les spécificités du local en un temps d'homogénéisation croissante et de transformation sociale, expriment les aspirations bourgeoises tout à la fois d'un leadership local et d'une société pacifiée excluant les revendications

contestataires, promeuvent activisme local et conscience civique en enracinant le sentiment national dans le cadre concret et fortement affectivé du local. La volonté de donner une image de marque au local et à ses productions n'est pas non plus négligeable dans ces entreprises, qui ont une finalité commerciale de promotion directe des cités. Le culte du passé local est donc partie prenante de la construction du national et de la modernité sociale, politique et économique. Reste que ce processus largement transnational, du fait précisément de son rapport à la modernité, prend en France un tour spécifique. En effet, il entre là en interférence avec la question du centralisme : le culte de la mémoire locale y est aussi affaire de l'État, qui s'y engage beaucoup plus précocement et intensément qu'en d'autres pays. Conséquence, selon Gerson, de la Révolution française, qui, posant initialement une antinomie entre l'unité nationale et la diversité, fait de la célébration du local un objet crucial et problématique.

- 8 On peut regretter que l'ouvrage, dans son exploration des reconfigurations symboliques et idéologiques du local et du national antérieures à la Troisième République, traite trop allusivement certains sujets. La Monarchie de Juillet et le Second Empire voient apparaître des mouvements qui contestent l'unité nationale en mettant en avant l'existence, sur la base d'une argumentation culturelle et historique, de nations authentiques et opprimées par la France (Bretagne, Provence, notamment). Le cadre général adopté par Gerson et son dispositif d'analyse auraient été intéressants pour mieux expliquer la durable faiblesse politique de ces mouvements, qui contraste avec l'intensité de leur production culturelle. La notion de région, dont il indique à juste titre l'anachronisme au début de la période étudiée, se forme cependant durant les décennies suivantes, indiquant que s'opèrent des tentatives intellectuelles pour structurer le local et organiser sa diversité. Privilégié dans l'étude, le rapport binaire local/national est en fait progressivement réordonné par l'introduction du régional, dont la définition — politique et culturelle — va être une des grandes problématiques de la Troisième République. On sait justement qu'une question toujours ouverte en France est celle de l'organisation de son territoire. Le découpage administratif officiel issu de la Révolution française (commune, canton, département), explicitement construit contre les particularismes de l'Ancien Régime, se maintient depuis plus de deux siècles, mais co-existe avec une autre taxinomie, référencée aux particularismes culturels, (pays, petite patrie, région) et forgée par une autre forme de modernité, celle du « *nation-building* » comme construction idéologico-émotionnelle d'une nouvelle communauté civique. Mais c'est justement le grand intérêt de cet ouvrage pionnier que d'ouvrir de nouvelles pistes. Par son étude, élégamment rédigée et remarquablement illustrée, Gerson n'offre pas seulement au lecteur un riche apport de connaissances sur l'usage du local au XIX^e siècle. Il démontre magistralement qu'il y a là une voie extrêmement fructueuse pour un réexamen à nouveaux frais des enjeux idéologiques de la période : conception de la communauté nationale et de la paix sociale, pédagogie patriotique ou constitution de la société civile.

NOTES

1.. Voir l'appel d'offres pour 1995 de la Mission du Patrimoine ethnologique, « Production contemporaine, producteurs et enjeux de l'histoire locale ». Voir également Daniel FABRE [dir.], *Domestiquer l'histoire, ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2000, et Alban BENDA et Daniel FABRE [dir.], *Une histoire à soi*, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2001. Ou encore : Benoît de l'ESTOILE, « Le goût du passé. Érudition locale et appropriation du territoire », *Terrain*, n° 37, septembre 2001.

2.. Sudhir HAZAREESINGH, *From Subject to Citizen, The Second Empire and the Emergence of Modern French Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 1998.